Arrêté par le Royaume-Uni, Julian Assange est poursuivi aux États-Unis pour espionnage

Description

La police britannique a arrêté Julian Assange le 11 avril 2019, dans l’ambassade d’Équateur à Londres où il était réfugié depuis 2 487 jours, habitant un logement de fortune de 20 m². Le fondateur de WikiLeaks a été ensuite reconnu coupable de n’avoir pas respecté les conditions de sa liberté provisoire.

Il y a sept ans, Julian Assange avait trouvé refuge à l’ambassade d’Équateur à Londres après qu’un juge eut délivré un mandat d’arrêt à son encontre, pour non-présentation devant un tribunal. L’Australien âgé de 47 ans réapparaîtra rarement, parfois pour s’exprimer du balcon de l’ambassade. Ce n’est pas en raison de son activisme à travers WikiLeaks, qu’il a créé, que la police britannique a souhaité l’arrêter, mais afin de l’extrader vers la Suède, où il est accusé d’un viol qui aurait été commis en 2010 – la justice suédoise a annoncé le 13 mai 2019 la réouverture de l’enquête, espérant le voir comparaître devant un tribunal avant la prescription des faits éventuels en 2020. Également concerné par une demande d’extradition de la part des États-Unis pour des faits relevant du piratage informatique, Julian Assange a finalement été inculpé, le 24 mai 2019, pour espionnage par la justice américaine qui a retenu 17 chefs d’inculpation supplémentaires. Julian Assange devra également purger un an de prison au Royaume-Uni pour violation des conditions de sa liberté surveillée en 2012.

Son arrestation a été rendue possible car « *l’Équateur a décidé de manière souveraine de retirer l’asile diplomatique à Julian Assange pour avoir violé à plusieurs reprises les conventions internationales et le protocole de cohabitation* », selon le président équatorien Lenin Moreno. Son prédécesseur, Rafael Correa, exilé en Belgique, a quant à lui commenté : « *Cela met la vie d’Assange en danger et humilie l’Équateur. Jour de deuil mondial.* » Poursuivi au pénal en Suède, Julian Assange avait immédiatement revendiqué le statut de réfugié politique afin d’être protégé par l’un des États de droit les plus anciens et les plus solides du monde : le Royaume-Uni.

Julian Assange est au cœur d’un séisme politique planétaire engendré par l’organisation dont il est le fondateur et le porte-parole : WikiLeaks (« *leaks* » signifiant « fuites »). Créée en 2006, celle-ci est reconnue comme une ONG. Sa vocation première est d’ouvrir un canal de communication aux lanceurs d’alerte permettant la fuite de documents confidentiels porteurs d’informations d’intérêt général, tout en protégeant les sources. Plusieurs millions de documents relatifs à des scandales de corruption, d’espionnage et de violations de droits de l’homme, dans de nombreux pays, ont pu ainsi être publiés. Il ne fait aucun doute que, sans ces révélations, de nombreux secrets d’État, financiers notamment, seraient restés

aujourd'hui encore dans l'ombre. De même, la protection des lanceurs d'alerte ne serait pas devenue une question cardinale parmi les grands principes démocratiques.

De ce fait, Julian Assange occupera pendant longtemps une place unique dans l'histoire politique moderne. Les États-Unis ont été les premières « victimes » de WikiLeaks, avec, notamment, la diffusion d'une vidéo, dont la publication a fait scandale, témoignant du meurtre de civils, parmi lesquels des journalistes et des enfants, par un hélicoptère de l'armée américaine en Irak. Cette vidéo de l'armée américaine avait été transmise par Chelsea Manning, alors militaire.

La « fuite » la plus massive concerne 500 000 documents confidentiels de l'armée américaine et 250 000 télégrammes diplomatiques, dont 15 000 classés « top secret », adressés entre novembre 2010 et septembre 2011 au Département d'État à Washington. Transmis par WikiLeaks à la presse mondiale, ces documents seront notamment publiés par le New York Times, le *Guardian*, *Der Spiegel* et *Le Monde*. Aux États-Unis, Julian Assange est donc considéré comme un espion et risque une très lourde condamnation.

WikiLeaks a mis en lumière les limites et certains travers des démocraties occidentales dans leur façon de maintenir ou de conforter leur stature politique, économique ou militaire. Ainsi Julian Assange n'aura-t-il reçu le soutien que d'un seul petit État d'Amérique latine. Que l'on se souvienne de la « guerre préventive » d'Irak en 2003, basée sur un mensonge d'État, celui du gouvernement des États-Unis, et le combat de Julian Assange n'apparaît peut-être pas infondé. « *Nous devons utiliser ce moment pour formuler le choix qui se présente au gouvernement des États-Unis d'Amérique. Va-t-il faire machine arrière et réaffirmer les valeurs sur lesquelles il a été fondé ? Ou fera-t-il ce bond dans le précipice, nous faisant tous glisser dans un monde dangereux et oppressif, dans lequel les journalistes se taisent sous peine de poursuites, et les citoyens doivent murmurer dans le noir ?* », demandait Julian Assange en 2012.

Sources :

- « Pour Julian Assange », Serge Halimi, monde-diplomatique.fr, 3 décembre 2018.
- « Julian Assange arrêté à Londres : retour sur les 12 ans de Wikileaks », Pascal Hérard, tv5monde.com, 12 avril 2019.
- « Julian Assange condamné à 50 semaines de prison par la justice britannique », Sonia Delesalle-Stolper, liberation.fr, 1^{er} mai 2019.
- « WikiLeaks : Julian Assange demande, depuis sa prison, à ne pas être extradé vers les États-Unis », AFP, tv5monde.com, 3 mai 2019.
- « Suède: le parquet requiert la détention d'Assange dans l'affaire de viol », Johannes Ledel, tv5monde.com, 20 mai 2019.
- « États-Unis : Julian Assange inculpé pour espionnage », Martin Untersinger, *Le Monde*, 25 mai 2019.

Categorie

1. Ailleurs

date créée

2 octobre 2019

Auteur

borisbarraud